

Mesdame les Inspectrices,

les équipes de lettres sont convoquées ce matin pour une formation concernant « la préparation de la rentrée scolaire 2024 en lettres ». Plusieurs d'entre nous tiennent à vous faire part, en ouverture de cette formation, de notre inquiétude et de notre désarroi pour cette prochaine rentrée.

La réforme dite du « Choc des savoirs », les groupes de niveaux qui nous sont imposés entravent précisément la préparation de cette rentrée, nous empêchent de nous projeter dans l'année à venir. Et ce n'est pas une demi-journée de formation qui résoudra les problèmes éthiques auxquels nous confronte cette réforme. Quelles que soient les ressources pédagogiques que vous pourrez nous présenter ce matin, notre position sera la même : nous refusons la mise en place d'un dispositif qui trie les élèves, rompant ainsi le principe d'égalité. Il ne s'agit pas d'un problème technique, d'une question de ressources ou d'organisation. La question est d'ordre éthique, elle touche à une conception du service public, de nos missions d'enseignement et d'accompagnement des élèves. Elle tient aussi à la pratique de notre discipline, une discipline qui résiste à toute standardisation, qui a pour fonction d'éveiller la sensibilité et l'esprit critique.

Plusieurs équipes ont adressé des courriers aux IPR. Vous connaissez nos arguments, notre position ; vous savez notre angoisse pour l'année prochaine, notre colère devant une réforme qui déforme notre travail. Le désarroi que nous exprimons se heurte à un mur de silence. La réforme avance à marche forcée, notre expertise de terrain n'est pas entendue, pas prise en compte. Le malaise est profond dans la profession, dans les équipes de lettres.

Nous ressentons la convocation à cette matinée de formation comme une volonté de nous forcer la main, de nous imposer une mise au travail sur une réforme que nous refusons. Cette formation ne répond nullement à nos attentes, à nos besoins de formation. Elle nous vole du temps avec les élèves, du temps de réflexion pédagogique. En fin de chaque année scolaire, nos équipes préparent la rentrée à venir : nous réfléchissons aux œuvres et aux textes que nous allons aborder avec les élèves, nous bâtissons des projets culturels et pédagogiques, nous faisons des lectures pour nourrir notre enseignement, nous participons avec l'ensemble des collègues à la constitution des futures classes prenant en compte ce que nous savons de chaque élève, veillant à faire des classes équilibrées, hétérogènes, les plus justes possible. Tout ce travail que nous menons est cette année mis en péril, empêché ; on lui substitue un travail contraint, dénué de sens à nos yeux, sur la constitution de groupes de niveaux avec lequel se profile un amoncellement de contraintes qui impacte directement notre profession : des emplois du temps rigides faisant fi de nos situations individuelles, une surcharge de réunions d'harmonisation et surtout la perte de notre liberté pédagogique...

L'année prochaine est d'ores et déjà compromise pour nous et pour notre discipline ; elle est surtout compromise pour des élèves que l'on va soumettre à d'incessantes évaluations, que l'on va trier et sélectionner. Nous refusons d'être les pièces d'un rouage qui va accroître les inégalités sociales et générer un stress exponentiel chez les élèves et ce, dès leur entrée en collège.

Nous cherchons sans cesse à faire progresser les élèves, à les accompagner au mieux, à en prendre soin, à leur donner confiance. C'est le cœur de notre métier, de notre engagement dans la profession et dans le service public d'éducation. Notre expertise de terrain, les travaux de recherche menés par des sociologues et des spécialistes de l'éducation nous font douter de l'intérêt et de l'efficacité des groupes de niveaux pour mener à bien ces missions. Nous voulons pouvoir poursuivre notre travail auprès des élèves hors de ce cadre contraignant, parfaitement impropre à notre discipline et contraire à notre éthique.

L'année prochaine, si le ministère persiste dans sa réforme, nous ne serons plus en charge d'une classe. Nous ne pourrons plus mener ce patient travail qui consiste à créer des liens, à établir une relation avec des élèves que nous accompagnons tout au long de l'année, nous ne pourrons plus assurer la fonction de professeur principal. Nous serons face à des groupes, susceptibles de changer, établis sur des critères arbitraires que nous ne saurons pas expliquer aux élèves. Nous voulons disposer du temps dont nous avons besoin pour connaître les élèves, pour adapter nos enseignements à ces élèves, pour construire un cheminement avec elles et eux et permettre la construction de connaissances et compétences complexes. Les groupes de niveaux ne le permettront pas.

Ces groupes de niveaux vont précipiter, au sein des établissements, une désorganisation à laquelle nous refusons de participer. Les élèves qui vont entrer en 6e et 5e sont en pleine construction, ces élèves ont besoin de repères stables, c'est un moment où s'opèrent de grands changements dans leur scolarité. Les groupes de niveaux vont faire éclater le groupe classe, nous redoutons les conséquences que cela peut avoir pour les élèves et pour nous qui ne souhaitons pas devenir les besogneux artisans d'une réforme kafkaïenne.

De plus, la réforme n'a pas du tout été pensée pour les TZR, notamment celles et ceux qui seront sur plusieurs établissements. En effet, les professeurs devront à chaque fois s'adapter à la progression choisie par l'établissement, sans avoir aucune marge de manœuvre. La liberté pédagogique de ces personnels sera d'autant plus mise à mal, la possibilité de monter des projets avec les classes sera annihilée par cette réforme.

Mesdames les Inspectrices, vous êtes ce matin face à des personnels en proie à une profonde inquiétude, épuisés de devoir se battre pour poursuivre un travail qu'ils aiment dans des conditions qui ne heurtent pas leur conscience. Vous êtes aussi face des personnels qui se savent soutenus par des parents également inquiets du traitement que l'école va réserver à leurs enfants. Il est urgent que ces inquiétudes soient enfin entendues. L'Institution ne peut pas fonctionner sans nous, et nous refuserons de collaborer à la mise en place d'une réforme avec laquelle nous sommes en profond désaccord.